

L'ENVOL DES CIGOGNES

Edition spéciale des 50 ans du Grdr

La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

N°27 | Novembre 2019



grdr 50 ans
1969-2019

SOMMAIRE

L'Éditorial	03
Le Long Voyage des Gens du Fleuve	04
La création du Grdr et ses premiers pas (1969-1975)	06



Le double espace	11
Le virage des années 2000	13
Le Grdr amorce son action sur des enjeux locaux au Maghreb	15



Ecoubly une Ferme Africaine en France : 1978-1992	08
Bakel : Les débuts du Grdr en Afrique de l'Ouest	10



L'EDITORIAL



Le Grdr a 50 ans : un demi-siècle d'histoire, un demi-siècle dans l'histoire.

Cet anniversaire c'est bien entendu d'abord une fête. Une fête célébrée tout au long de l'année, avec nos partenaires, fédérations d'associations de migrants et partenaires institutionnels, puis à Montreuil le 18 juin dernier, bientôt à Diogountouro en Mauritanie avec le festival transfrontalier interculturel des trois rives, et le 28 février 2020 avec la conférence-débat « Les migrations font bouger le monde ». Autant de temps forts qui marquent ce cinquantenaire.

Cet anniversaire c'est surtout un moment privilégié, l'occasion de se retrouver, toutes générations réunies et origines confondues, au-delà des frontières, pour se remémorer le chemin parcouru, se rappeler les grandes étapes et les moments charnière de notre existence, se souvenir des compagnons de route qui nous ont précédés et ont balisé ce chemin, avec en perspective les voies nouvelles à ouvrir dans l'avenir pour répondre aux défis du monde de demain. Cet anniversaire, c'est un passage, un encouragement, un tremplin.

Faute de pouvoir balayer 50 années d'histoire en quelques lignes, je voudrais juste vous faire part de deux réflexions qui me tiennent particulièrement à cœur.

Le Grdr, c'est d'abord 50 ans de rencontres par delà les frontières, 50 ans d'écoute mutuelle, d'échanges et de partage, de tolérance et d'humilité, d'ouverture d'esprit et d'ouverture aux autres, de respect de la différence et de l'altérité, sur fond de mobilité et de migration ; des rencontres qui ont enrichi des existences, changé des vies, élargi le champ des possibles, ouvert des perspectives nouvelles, réinventé le monde à l'échelle d'un territoire ou d'un groupe d'hommes et de femmes, et ce faisant, 50 ans au service de la paix.

Le Grdr c'est aussi 50 ans d'adaptation aux fluctuations du contexte, à l'instabilité de l'environnement géopolitique international et aux changements des politiques publiques nationales qui s'entrecroisent, à l'évolution même de la

migration et de ses vagues successives, aux besoins spécifiques des territoires concernés par la migration comme à ceux des générations qui se succèdent. Analyser et réfléchir, ensemble, évoluer et s'adapter reste une nécessité absolue face aux défis de demain qui sont déjà posés : révolution numérique et technologique, bouleversement climatique, montée des inégalités sociales et territoriales, menaces sur le multilatéralisme et la paix, combat encore incertain entre l'unification croissante de l'humanité et la menace de fragmentation. Le Grdr a 50 ans mais il ne vieillit

pas, il s'inscrit dans les dynamiques porteuses et s'adapte encore et encore, confiant dans sa cohésion associative, ses valeurs et la fidélité aux territoires et aux hommes.

Bon anniversaire au Grdr et à chacun d'entre vous !

*Le président, **Francis Monthe***

LE LONG VOYAGE DES GENS DU FLEUVE



Préhistoire du Grdr

Le Grdr est né de la rencontre d'agronomes français, partis travailler dans les années 1950-60 dans la vallée du fleuve Sénégal, avec les populations de la région, Soninké et Toucouleur principalement. Une rencontre là-bas avec les villageois, puis ici en France, avec les migrants originaires de la vallée vivant dans les foyers. A l'époque, les gens du Fleuve représentaient la grande majorité des immigrés d'origine sub-saharienne en France ; et dans la région parisienne, environ 6 travailleurs sub-sahariens sur 10 étaient Soninké, 1 sur 10 était Toucouleur. Mais pourquoi donc ?

Pour comprendre, il faut se référer au passé. En effet, si les migrations en provenance de la vallée du Fleuve avaient des causes essentiellement économiques – il s'agissait de trouver un travail pour épargner et envoyer un peu d'argent à la famille restée au pays - elles étaient aussi étroitement liées à l'histoire.

Les migrations anciennes

Soninké

Les migrations sont une tradition ancienne chez les populations de la vallée du fleuve Sénégal, surtout chez les Soninké. Les historiens ont souligné le rôle joué à partir du 17^e siècle par les commerçants soninké, partenaires privilégiés des traitants européens. La France, installée à Saint-Louis à partir de 1659, implante des comptoirs commerciaux le long de la vallée du Fleuve, où s'effectuent les échanges de marchandises diverses (barres de fer, cotonnades, « pacotille ») contre l'or, l'ivoire, la gomme et les esclaves.

A partir du milieu du 19^e siècle, les conditions de la présence française changent avec l'abolition de la traite négrière (1831). La France mise de moins en moins sur le commerce du Fleuve, et de plus en plus sur la traite des arachides, dont la culture commerciale s'étend dans l'ouest du Sénégal. La vallée du Fleuve perd de son importance pour les Français.

Pendant l'époque coloniale, les mutations économiques transforment le pays soninké en réservoir de main-d'œuvre : ouvriers agricoles saisonniers (navetanes) dans les zones arachidières du Sénégal, dockers dans les ports, et pour beaucoup, matelots dans la marine marchande française (laptots), certains séjournant en France plusieurs années.

Toucouleur

Si les Soninké, insérés dès le 17^e siècle dans le courant d'échanges précolonial, se sont d'emblée dirigés vers des sources internationales de revenus (marine marchande, commerce au long cours), les Toucouleur ont eu recours à des sources plus proches : migrations saisonnières vers le bassin arachidier du Sénégal et emplois urbains. Saint-Louis attire d'abord les chercheurs d'emploi.

Mais avec son déclin commercial, cette localité devient une simple antichambre de la vie urbaine, une première étape où des très jeunes gens vivent, comme cireurs ou vendeurs de rue, pendant la saison sèche. En 1955, on estimait que les Toucouleur représentaient 12 % de la population de Dakar : vendeurs de journaux, domestiques, garçons de café, manœuvres...et chômeurs.



Les migrations dans les années 1950-1960

Vers la fin des années 1950, l'émigration des gens du Fleuve vers la France, celle des Soninké en particulier, commence à s'intensifier autour des petits noyaux d'anciens matelots (laptots) établis surtout à Marseille. La guerre d'Algérie suscite en France une demande de main-d'œuvre à bas prix pour remplacer la main-d'œuvre nord-africaine ; cette demande, communiquée au pays par l'intermédiaire des communautés de matelots, coïncide avec le rétrécissement des possibilités d'emplois antérieures : « navétanat » (migration saisonnière de travail), commerce, travail salarié dans les villes du Sénégal ou d'ailleurs.

Jusqu'en 1960, beaucoup de migrants restent à Marseille pour y chercher du travail ; par la suite, les emplois venant à manquer à Marseille, beaucoup se dirigent directement sur Paris. En 1963, d'après une enquête de la préfecture de la Seine, il y a plus de 11 000 travailleurs africains dans la région parisienne.

Il s'agit d'une émigration temporaire d'hommes seuls, généralement célibataires (70 %), la plupart des hommes mariés vivant en France sans leur épouse. A l'époque, un migrant vient généralement en France pour quelques années seulement, au bout desquelles il est remplacé par un autre membre de la famille, plus jeune.

Chacun à tour de rôle subvient aux besoins de la famille restée au pays par l'envoi régulier d'argent et se constitue, si possible, une épargne pour le retour, faisant l'acquisition de quelques biens « de luxe » (poste radio, mobylette...). Environ 75% des travailleurs sont analphabètes. Les migrants du Fleuve trouvent à s'employer dans les secteurs les plus ardues : industrie automobile, métallurgie, services de nettoyage municipaux. Un nouvel arrivant en France obtient généralement son premier emploi par un compatriote travaillant déjà dans une entreprise. La plupart sont manœuvres ou OS.

Leurs conditions de vie sont précaires. La plupart des travailleurs soninké et toucouleur vivent dans des foyers, parfois entassés dans des taudis insalubres par des marchands de sommeil sans scrupules. Dans les foyers, les personnes originaires du même village se regroupent en communautés, organisées autour des plus âgés. Chaque communauté a une caisse de secours, où chacun verse régulièrement une quote-part. Cette caisse sert à pourvoir aux dépenses exceptionnelles : maladie, chômage, accueil d'un nouvel arrivant jusqu'à ce qu'il trouve du travail. Chaque communauté a également une caisse pour les repas en commun.

A partir de 1963, on assiste à un durcissement de la politique migratoire : l'entrée en France des travailleurs d'Afrique noire est subordonnée à la possession d'un contrat de travail. En fait il n'y a guère de refoulement et l'immigration se poursuit, donnant à une partie des migrants le statut de « clandestins » officiellement tolérés, statut les soumettant à l'arbitraire juridique, économique et social. La loi de la République venait de créer les « sans-papiers ». A côté des foyers financés par le FAS (Fonds d'action sociale), on voit alors se multiplier des foyers « clandestins ».

La crise latente instaurée par la réglementation de 1963, le surpeuplement et les mauvaises conditions d'hygiène qui subsistent dans les foyers dits officiels, entraînent des mouvements de protestation chez les travailleurs immigrés, se manifestant, vers la fin des années 60, par de nombreuses grèves de loyers.

C'est dans ce contexte de crise ouverte que le Grdr est créé.

Cécile de Rouville, adhérente du Grdr

LA CREATION DU GRDR ET SES PREMIERS PAS (1969-1975)



Dans les années 1950-60, de nombreux projets de développement initiés en Afrique sub-saharienne par les bailleurs de fonds et l'État n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Surtout, beaucoup n'ont pas perduré après le départ de leurs initiateurs. En 1969, date de sa création, la stratégie d'action du Grdr, basée sur la participation des populations à la conception et à la mise en œuvre de petits projets, constitue une alternative aux politiques publiques nationales conçues et imposées de l'extérieur par la Banque Mondiale ou la Communauté économique européenne (CEE).

Jacques Dubois, ingénieur agronome, fait alors, dans le cadre de la M.A.S. (Mission d'aménagement du fleuve Sénégal), de nombreux séjours dans la vallée du Fleuve, dans les années 1950-60. Là, avec des moyens simples mais bien adaptés aux conditions locales et en pleine coopération avec les populations, il obtient d'incontestables résultats quant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des villages. De retour en France, il pense souhaitable de développer et faire prévaloir l'idée que la mise en place de projets conçus et réalisés avec les populations est absolument indispensable à leur réussite. Cette nouvelle démarche, fondée sur l'implication des populations, correspond à ce que l'on appelle aujourd'hui le « développement local participatif ».

Jacques Dubois prend contact avec des migrants rencontrés dans la vallée du fleuve au cours de ses différentes missions et avec de nombreuses organisations et personnes s'occupant de développement en Afrique.

« Alors Dubois et de Coninck ont rencontré ces migrants. Un certain nombre ont dit : « Oui mais nous, on retourne sur place, on nous a un petit peu alphabétisés donc on s'est dit qu'on pouvait s'organiser. On va retourner dans nos villages mais au niveau agricole on a pas appris grand-chose ».

Georges Jay
(responsable des formations années 1980-90)



En février 1967, Jacques Dubois organise une première réunion avec des participants qui partagent ses idées. Les lignes directrices d'une action à promouvoir y sont examinées. Les contacts et les réunions se poursuivent en 1967 et 1968. C'est ainsi que le 24 avril 1969 est décidée la création du Grdr et la réunion constitutive se tient rapidement, le 20 mai 1969.

Les orientations de l'association sont définies :

- Acquérir une connaissance du milieu d'origine des travailleurs immigrés originaires du bassin du fleuve Sénégal ;
- Former les migrants à des techniques agricoles « améliorées » (irrigation, culture attelée...) en vue de leur retour, plus ou moins proche, au village. Il s'agit donc au départ d'appuyer les travailleurs immigrés en France pour développer des projets au pays dans un contexte d'immigration circulaire, encore appelée « migration de noria ». Cette formation en France doit être complétée sur place, de façon à permettre de transposer dans le milieu local les techniques – relativement simples – que les migrants ont appris en France. Ils deviennent alors eux-mêmes des « formateurs » auprès des populations du Fleuve.



« C'était une expérience humaine particulièrement enrichissante. J'étais responsable de la formation des groupes qui se constituaient dans les foyers de travailleurs immigrés. Mon rôle c'était d'organiser des stages, des sessions de formation. Donc je passais beaucoup de soirées et week-ends à animer des sessions de formation et y participer directement. C'était prendre connaissance des initiatives des travailleurs migrants qui étaient structurés par villages dans les foyers, et pour ceux qui le souhaitaient, de les accompagner dans l'élaboration d'un projet en vue d'une viabilité, essentiellement sur des actions qui étaient un peu le cœur du métier du Grdr, sur des actions de développement territorial (valoriser les ressources naturelles, systèmes irrigués, enfin tout ce qui peut valoriser les ressources et créer de l'activité). Moi j'ai toujours été impressionné de voir la motivation de ces groupes, surtout sur la vallée du Fleuve Sénégal. Donc c'était ça mon travail, et aussi d'organiser des échanges avec des initiatives en France, des agriculteurs, des initiatives d'appui au développement. Je faisais régulièrement des missions sur place, le Grdr n'ayant aucune insertion pérenne là-bas ».

Jean Jacques Boutrou

(responsable de formation 1976 – 1978)



A ses débuts, le Grdr n'avait pas d'équipes sur le terrain et ne pouvait donc pas suivre la mise en œuvre des projets. L'ensemble de ses activités ont lieu en France, principalement dans les foyers de travailleurs immigrés.

En 1971, dans le prolongement des valeurs tiers-mondistes de mai 68, la participation bénévole d'étudiants en agronomie de l'INA (Institut National Agronomique) de Paris et de l'ITPA (École supérieure d'Ingénieurs et Techniciens pour l'Agriculture) de Rouen, permet d'étendre la formation à certains foyers SOUNDIATA et de réaliser quelques visites d'exploitations agricoles dans les environs de Paris.

En 1973, un accord est passé avec le CIDR (Cie Internationale de Développement Rural), pour un appui aux migrants de retour au pays. Cette ONG, installée à Bakel, va compléter la formation reçue en France et suivre la mise en œuvre des projets. Cette démarche aboutit en 1974 à l'implantation du Grdr à Bakel et ensuite à la création du centre de formation de Bakel.

En France, la formation dans les foyers est de plus en plus axée sur les besoins des villages et les nouvelles de Bakel alimentent ses thèmes. Les formateurs ont également organisé, sur un petit ruisseau proche de Paris, une opération pratique de construction d'un barrage en terre, pierre et bois avec une cinquantaine de travailleurs migrants.

Le Grdr se prépare maintenant à entrer dans une nouvelle phase, avec des moyens financiers accrus et des réalisations plus nombreuses. Par décision de l'AGE du 13 octobre 1975, le Grdr, sans changer de sigle, devient le « Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural dans le tiers-monde ».

Cécile de Rouville, adhérente du Grdr et **Elisabeth Muller**, membre du CA



ECOUBLAY UNE FERME AFRICAINNE EN FRANCE (1978-1992)

Au début des années 70, l'Afrique subsaharienne est frappée par plusieurs années de sécheresse qui provoquent disettes et famines. L'opinion publique s'émeut de ces catastrophes humanitaires, les migrants veulent aider durablement leurs familles dans la détresse restées au pays et le Grdr se mobilise sur cette priorité.

Fin 1978, les formations dans les foyers ne suffisent pas ; il faut organiser des formations pratiques, les migrants demandant des conseils techniques pour développer l'agriculture dans leur pays. Bruno Toison, découvre un lieu idéal pour ces formations : une petite ferme à 50 kilomètres de Paris, avec des terres au bord d'une rivière et des possibilités d'hébergement.



A partir de ce moment, se développe toute une dynamique très conviviale de formation des migrants, qui a laissé à ceux qui les ont vécues un souvenir impérissable, aussi bien pour des stages courts ou longs que des weekends.

Les formations touchent à toutes les techniques agricoles (germination de semences, culture attelée, mécanique, creusement de puits, périmètres maraîchers, culture du riz (le long de la rivière), aménagements antiérosifs...) et s'adaptent aux conditions réelles des paysans en Afrique. La ferme n'a pas de tracteur, mais une jument et une ânesse (Japone et Ginette).

Le Grdr, précurseur en matière de formation

Au départ, les formateurs étaient des étudiants en agronomie bénévoles. Petit à petit, les actions se structurent, se professionnalisent et se diversifient. Des travaux permettent d'accueillir mieux les stagiaires et la ferme obtient l'agrément formation, ce qui permet de rémunérer les participants pendant les stages.

Par la suite, il est apparu qu'il ne suffisait pas des former des agriculteurs mais qu'il fallait démultiplier les effets et donc former des formateurs eux-mêmes en capacité de former les autres migrants.

Des petits groupes se sont alors formés pour commencer à réfléchir à un projet de retour. Puis, les migrants s'intéressent plus globalement aux questions de développement au sens large et les formations suivent. Ainsi, de formations très concrètes et techniques, on passe à la formation de véritables acteurs politiques : parmi eux, Ibrahima Thioye et Ibrahima Traoré.



“



« Il y avait un besoin d'alphabétisation mais les gens se sentaient un peu dépayés, parce qu'ils avaient envie de voir l'agriculture. On a demandé à ce que les étudiants en agronomie orientent leurs cours vers tout ce qui est agriculture (germination des semences) puis voyagent les samedis dans la campagne. C'était le moment le plus intéressant. Les gens étaient là depuis 10-15 ans et étaient totalement déconnectés de l'agriculture. Bien avant Écoublay, dans les fermes aux environs de Paris, pour visiter les paysans, échanger avec eux, découvrir la pratique de l'agriculture et de l'élevage. »

Ibrahima Thioye Thioye (ancien migrant, ancien salarié formateur au Grdr, élu à 3 reprises Maire de la commune de Baediam, Conseiller Régional du Guidimakha, Président d'honneur de l'intercommunalité du Karakoro en Mauritanie)

“



« Je faisais de l'alphabétisation mais surtout en France, au niveau d'Écoublay. Avant Écoublay on allait visiter des paysans qui pratiquaient la culture attelée. Et finalement quand le centre d'Écoublay a été ouvert, on avait un cheval et la plupart de nos cultures c'était de la culture attelée, il y avait même un puits qui a été creusé donc on était vraiment dans la situation de l'Afrique quand on était là-bas. »

Ibrahima Traoré (ancien migrant, ancien Maire de la commune de Kolimbiné au Mali - Conseiller Municipal)

“



« Cet incubateur qu'a été Écoublay a créé ce que je considère être l'un des impacts clés du Grdr de l'époque. (...): un creuset qui a contribué à former des gens qui, au-delà de leur projet de réinsertion, sont devenus des acteurs politiques. Parmi eux, on peut citer des maires, des députés, des conseillers régionaux etc. Cette catégorie d'acteurs, qui aujourd'hui encore parlent d'Écoublay avec une grande nostalgie, symbolise ce que le Grdr a fait de mieux. »

Youssouf Cissé, (responsable de formation 1992-1995 / Directeur des programmes Afrique 1995-1997)



BAKEL : LES DEBUTS DU GRDR EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le nom de « Bakel » marque l'entrée du Grdr dans une nouvelle phase, avec son implantation progressive en Afrique de l'Ouest.

Cela suscite cependant un débat interne intense : le Grdr doit-il mener des projets par lui-même ? Comment le faire sans se substituer aux migrants ? La volonté de monter des projets sur le terrain s'impose au sein du Grdr lors de l'AG de mars 1978, sous réserve que les projets se situent majoritairement dans les pays d'où sont originaires les travailleurs immigrés et que la priorité soit donnée aux activités portées par des groupements de migrants.

A partir des premières actions initiées à Bakel, la première cellule du Grdr y est créée en 1982, en partenariat avec l'ONG ENDA, celle-ci disposant d'un agrément et d'un financement du PNUE. Cette implantation se révélera stratégique au cœur des trois frontières.

Le Centre d'Échanges et de Formation Pratique : un ancrage qui passe par la formation et l'expérimentation

Avec le recul historique, on constate que, comme en France, l'ancrage territorial en Afrique passe par la formation avec l'ouverture du Centre d'Échanges et de Formation Pratique CEFP à Bakel en 1985. Son activité évolue progressivement d'un lieu de formation technique à un lieu d'échanges et d'appui aux initiatives de base. Le public est d'autre part mixte entre les émigrés en insertion et les habitants du territoire. Progressivement des stages d'animateurs de développement sont proposés.

Le CEFP apparaît aujourd'hui comme le lieu d'émergence de nombreux leaders locaux et/ou animateurs du développement local, porteurs de l'expertise du Grdr qui a pris naissance dans ces années 80. Les témoignages se font l'écho d'une très grande richesse des échanges, de partage et d'expérimentation.

Une première expérience réussie qui ouvre la voie à de nouvelles antennes

Avec la cellule de Bakel, le Grdr prend conscience de l'intérêt et la plus-value d'une présence sur place, il devient un acteur local légitime d'appui aux initiatives de développement local. Cet ancrage territorial ne se fait pas sans questionnement notamment des migrants sur leur place et rôle dans un contexte nouveau de décentralisation et d'émergence des autorités locales. Ce questionnement nourrira les pratiques du Grdr et permettra à la notion de double espace de prendre forme notamment à travers l'appui aux relations entre migrants et villageois.

En conclusion, à partir de cette expérience réussie à Bakel, de nouvelles cellules vont ouvrir à Kayes (86), Ziguinchor (88) et Sélibaby (89) et les premiers programmes (ORKID, HORTIBAK) structurants de filières locales, d'accompagnement d'organisations paysannes ou encore de fonds d'appui aux initiatives de base (FAIB) sont mis en œuvre. L'association se professionnalise avec de équipes permanentes tout en gardant sa spécificité en s'installant là où la demande des migrants est forte. « C'est pas le Grdr qui s'installait, c'est le Grdr qui appuyait des initiatives locales et des porteurs de projets »

(Jean-Louis Couture).

«A un moment donné, nous avons amplifié le dispositif de formation est mis en place des stages d'animateurs de développement, ils regroupaient à la fois des nationaux maliens, mauritaniens et sénégalais mais aussi des migrants (...) Le centre de formation de Bakel était un lieu de retrouvailles entre les migrants, les anciens migrants et les animateurs de développement local ».

Jean-Louis Couture,
(Responsable adjoint des formations 1985-1990)

LE DOUBLE ESPACE



Vers l'autonomisation des cellules en Afrique

Implanté traditionnellement sur les territoires d'origine des migrants, le Grdr peut greffer dès 1993, les initiatives locales qu'il soutient à des projets financés par la coopération décentralisée française grâce aux liens tissés avec des régions de forte immigration comme le Nord-Pas-de-Calais, l'Île-de-France et des villes comme Rouen, Aubervilliers ou Mantes-la-Jolie dont les élus avaient été particulièrement sensibilisés aux questions de développement et de solidarité internationale. Reconnaisant l'autonomie des équipes de terrain au Sud, le siège abandonne la coordination des programmes à un coordinateur basé en Afrique. En 2006, le Forum de Saint-Louis, premier grand forum sous-régional, constitue un moment de regroupement important pour le développement local.

L'ouverture de cellules en France sur le modèle africain

Le Grdr commence avec le PAIDEL à restructurer son activité en France. Dès 2002, il met en place l'antenne Nord-Pas-de-Calais pour assoir son ancrage local en lien avec ses activités de l'époque au Mali : sensibilisation, préparation au départ et suivi des migrants de retour au pays et accompagnement des lycées agricoles dans l'émergence de leurs projets. Une autre antenne ouvre en Haute-Normandie à Rouen en 2004, suivie par l'Île-de-France en 2009. L'idée de constituer des COS comme en Afrique a répondu à un besoin : « *j'étais toute seule sur l'antenne et j'avais besoin d'échanger sur mes pratiques, mes projets. (...) C'était un appui important car ça m'obligeait de faire des temps de mise à plat de mes activités, de prendre du recul* » (Pauline Casalegno, ancienne coordinatrice de l'antenne NPDC.)





Club dynamique africaine

L'intégration, préoccupation majeure des antennes en France

Interpellé lors de l'anniversaire de ses 30 ans par les associations qui attirent son attention sur la difficulté des conditions de vie en France, le Grdr décide d'accompagner les immigrés et leurs descendants dans leurs territoires de vie. Cet accompagnement en vue d'une meilleure intégration devient l'une des activités principales des antennes. Les problèmes des immigrés sont multiples : ils portent aussi bien sur l'insertion professionnelle des jeunes de la deuxième génération, que sur l'accès aux droits des travailleurs âgés ou à la santé des femmes. Le thème de l'entrepreneuriat viendra dans la foulée.

Les migrants, des passerelles dans le double espace

Des programmes d'éducation au développement comme le PIMDERO et son successeur EDUCODEV, ou encore le PAMAM conçu pour aider à la structuration associative des villages contribuent à donner une nouvelle place aux migrants.

Ambassadeurs de leur région d'origine et relais de la coopération décentralisée, ils appuient l'ancrage sur le double espace, en facilitant la rencontre des élus français et africains et celle des associations de différents villages. Des associations communales, des regroupements de cercles comme la CADERKAF ou une fédération comme le RAME ont pu voir le jour grâce à eux.

Bernadette Thomas, membre du CA

LE VIRAGE DES ANNÉES 2000



Réalisation de la monographie à Dafor Mauritanie (vers 2003)

Le Grdr ne veut pas devenir une ONG de passage

En 30 ans d'existence, le Grdr acquiert une solide réputation dans l'appui aux mouvements paysans et aux associations de migrants dont il sait gagner la confiance grâce à des relations de proximité et à des méthodes de travail participatives et ascendantes. Cette expérience le positionne dans un rôle de technicien opérationnel reconnu par les autorités et les bailleurs. Au tournant des années 2000, les bailleurs changent de logique et réorientent leurs interventions sur les objectifs du millénaire pour le développement et de nouveaux thèmes comme la pauvreté. Il faut maintenant planifier, quantifier, mesurer les résultats. Le passage implique plus de technicité et de rigueur dans l'élaboration des projets. Le pragmatisme sur lequel le Grdr a bâti son succès ne suffit plus. Le Grdr doit alors faire face, entre autres, à des difficultés financières. Comprendant la nécessité de s'adapter pour continuer à mener son action sur le terrain auprès des migrants et des associations, il entreprend une réflexion qui le conduit à s'investir dans le développement local, tout en préservant ce qui a fait sa force jusqu'à présent, son ancrage territorial.

La stratégie de développement local

Le Grdr se fixe comme objectif d'accompagner la mise en place des politiques de décentralisation au Mali, au Sénégal et en Mauritanie. Le Grdr aide les élus à faire le diagnostic de leur territoire, à prioriser leurs actions, à élaborer des plans de développement. Les communes doivent se doter d'outils de décision et d'évaluation, apprendre à travailler en partenariat et à gérer des animateurs de développement. Cette réorientation stratégique signifie accompagner les communes et leurs élus plutôt que les associations. Comment ne pas perdre ainsi le lien privilégié avec le territoire ? Le Grdr cherche très vite à établir un contact direct avec les autorités locales et à associer les migrants au développement territorial afin que les projets émanent bien du territoire et puissent être construits ensemble avec tous les acteurs ici et là-bas. Pour cela, il faut renforcer son rôle fédérateur en favorisant le regroupement des migrants dans des associations et des fédérations territoriales pour aider au développement de projets à l'échelle des intercommunalités, des cercles et des territoires transfrontaliers.

Un nouvel élan grâce au PAIDEL

Le Grdr peut décliner cette approche territoriale grâce au PAIDEL-CT (programme d'appui aux initiatives de développement local-coopération territoriale) conçu pour répondre aux sollicitations des élus et acteurs locaux. Durant une quinzaine d'années, l'appui consiste à créer l'outillage méthodologique en associant les élus, puis à les accompagner dans la mise en œuvre de la coopération territoriale et du développement économique, enfin à capitaliser et transférer à de nouvelles collectivités. Fort de l'expérimentation sur une trentaine de territoires, le Grdr multiplie ses moyens d'action en formant des équipes d'animateurs qui permettent de changer d'échelle et d'ouvrir des cellules dans les territoires où existe une forte demande des migrants et des villageois. *« il y a eu des réalisations ce qui a permis de convaincre des élus d'autres communes d'accélérer le pas pour réaliser leur monographie. (...) Grâce à son plan de développement communal (le Maire) il pouvait présenter la stratégie, les catalogues d'actions... Donc il y a eu des financements qui sont arrivés relativement vite. »* (Patrick Gomes, chargé de mission Sélibaby). Les acteurs locaux vont eux-mêmes chercher les financements de projets répondant aux aspirations des populations locales, lesquels ne sont plus financés à 80% par les cotisations mais à 20% seulement ; connectés à la planification des communes, les projets se sont ainsi multipliés.



Associer les migrants au développement territorial

Les élus étaient souvent d'anciens leaders formés par le passé au Grdr : « beaucoup de ces migrants sont devenus des cadres politiques (...) ont un esprit de gestion de projets (...) quand on regardait à l'époque la majorité des élus, c'est ceux qui sont rentrés de France, pour participer au développement de la région. » (Diadié Soumaré, président du Grdr de 1994-1997)

Le Grdr s'appuie sur ces personnalités pour mettre en place sa stratégie de développement local mais il faut en même temps lever l'incompréhension générée par ce travail avec les élus locaux. Le PAIDEL a donc été complété par le PIMDERO – Programme d'Implication des Migrants dans le Développement de leur Région d'Origine dont l'objectif était d'amener ces derniers « à comprendre les enjeux de la décentralisation, à comprendre le rôle de chacune des structures et à se repositionner dans le champ du développement local non plus comme des acteurs parties prenantes de A à Z du projet mais plutôt comme des acteurs partenaires du projet défini localement, dans l'idéal auquel ils auraient participé dès le démarrage. Ça a marché car on discutait vraiment quand les élus venaient : budget municipal etc. Les élus arrivaient avec leur monographie et plan territorial – ces premières missions double-espace ont vraiment aidé à consolider le lien entre les migrants et les élus locaux. » (Olivier Lemasson, chargé des partenariats)

Bernadette Thomas, membre du CA

Une innovation, les Comités d'Orientation Stratégique

La décentralisation a fortement bousculé les sociétés et leurs hiérarchies traditionnelles. Pour conforter son assise locale, le Grdr met en place des cadres de concertation à l'échelle locale. Leurs membres (sages, chefs de quartiers, chefs de villages, militants associatifs, anciens migrants) y jouent un rôle de conseil. Devenus Comités d'Orientation Stratégique en 2005, ces comités prennent de l'importance et constituent un atout important pour l'accès aux autorités et aux associations locales; dans certains territoires, ce sont eux qui « montent au créneau » pour défendre les projets. Sur la base de l'expérience des COS en Afrique et d'une rencontre inter-cos particulièrement riche à Worhmount en 2011, le COS Nord Pas-de-Calais sera créé en s'adaptant aux réalités locales.

En 2014, après plus de deux ans de concertation, les COS deviennent des Conseils d'orientation et de suivi et ils sont dotés d'un cadre de référence et d'un règlement intérieur. Les COS font la spécificité du Grdr et de son ancrage sur les territoires.

Mathilde Chassot, membre du CA

LE GRDR AMORCE SON ACTION SUR DES ENJEUX LOCAUX AU MAGHREB

Construire un ancrage fort dans ces pays

A l'invitation en Algérie et en Tunisie d'acteurs locaux de la société civile et d'institutions publiques, mais aussi de bailleurs, le Grdr a débuté son intervention dans le Nord de l'Afrique en s'impliquant sur les plateformes pluri-acteurs : Programme "Joussour" en Algérie et "Soyons Actifs/Actives" en Tunisie. Des lieux de rencontre avec des acteurs associatifs, mais aussi avec les autorités au niveau local comme national.

En Algérie, l'action s'est tournée vers le développement local au travers de l'emploi des jeunes dans le champ associatif.

Celui-ci agit depuis quelques années autour de la démocratie participative, l'inclusion, le soutien au développement durable... En faisant du secteur associatif un employeur potentiel, désormais reconnu comme tel par les jeunes et le Ministère du Travail.

En Tunisie, le Grdr s'est engagé sur l'axe migration-développement tourné vers la diaspora tunisienne, dans un programme de décentralisation de la politique migratoire nationale sur cinq gouvernorats.

Sollicité pour son savoir-faire sur le développement local (en Algérie) et la mobilisation des diasporas pour le développement des régions d'origine (en Tunisie), le Grdr a désormais acquis son agrément pour intervenir en Tunisie, et est en voie de l'acquiescer en Algérie. Il a mis en place des équipes de travail à Tunis et Oran.



Une logique continentale sur les parcours migratoires

De nombreuses raisons ont poussé le Grdr à intervenir en Afrique du Nord. Cette zone, entre Afrique sub-saharienne et Europe, est devenue une voie de passage pour les migrations, faisant du Maghreb une zone de transit. Mais aussi d'immigration. Une partie des migrants sub-sahariens reste en Afrique du Nord.

Ces migrations vers le Nord de l'Afrique sont très anciennes. L'Algérie coloniale puis Indépendante a fait appel à la main d'œuvre du Sahel notamment après le boom pétrolier des années 70. La Libye également.

La présence du Grdr au Maghreb tient aussi au travail mené en France, en Région Parisienne et en Hauts de France, qui nous met en contact avec toutes les diasporas, donc celles du Maghreb.

L'ensemble de ces raisons a poussé le CA à ouvrir le Grdr vers cette région, en Algérie puis en Tunisie. Au Maroc, Migrations & Développement et Immigration Développement Démocratie mènent un travail comparable à celui de notre association. Des partenariats sont possibles.

Renforcer les coopérations dans ces multiples « double-espaces »

A terme, le travail au Maghreb va permettre de tisser des liens entre les acteurs du Sahel et ceux d'Afrique du Nord. Mais aussi entre Algérie et Tunisie. Les coopérations Sud-Sud peuvent aussi se nouer... au Nord où les diasporas se côtoient pour construire des projets associant France, Afrique du Nord et pays du Sahel.

Elargir son intervention à la partie Nord de l'Afrique renforce donc la cohérence de notre action. L'ouverture du Grdr au Maghreb est riche de développements à venir !

Jacques Ould Aoudia, membre du CA

Festival des trois rives, au cœur du transfrontalier

Diogountouro, Mauritanie

du 6 au 8 décembre 2019



Entre Mauritanie, Mali et Sénégal, Diogountouro (Guidimakha) est au cœur du bassin du Fleuve Sénégal. Cette région, historiquement marquée par les mobilités humaines, est à l'origine de nombreuses innovations transfrontalières.

Le festival des 3 rives a plusieurs objectifs :

- Promouvoir la culture et les initiatives économiques locales
- Mettre en synergie nos actions dans le Bassin du Fleuve Sénégal
- Construire des réponses adaptées aux enjeux-clés du territoire grâce à des ateliers thématiques de réflexion et de partage d'expérience.

Au programme :

Vendredi 06/12 :

- 15h : Cérémonie d'ouverture
- 17h : Courses de pirogues
- 20h : Soirée culturelle

Samedi 07/12 :

- Toute la journée : Ateliers thématiques et expositions
- 21h : Demba Tandia en concert

Dimanche 08/12 :

- 9h : Ateliers thématiques
- 12h : Cérémonie de clôture